

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46163]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code des droits de succession, l'article 60bis, § 1^{er}bis, alinéa 3, et § 3, alinéa 1^{er}, 4^o, inséré par le décret du 17 décembre 1997 et remplacé par le décret du 15 décembre 2005 ;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, l'article 140bis, § 2, inséré par le décret du 22 décembre 1998 et modifié par les décrets des 3 février 2005 et 30 avril 2009 ;

Vu la loi du 4 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement, l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 7 décembre 1989 et remplacé par le décret du 6 mai 1999 ;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, les articles 3, modifié par le décret du 27 juin 2013, et 4 ;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, l'article 9 ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 6, § 5, inséré par le décret du 22 mars 2007, remplacé par le décret du 10 mai 2012 et modifié par les décrets des 21 décembre 2016 et 16 février 2017, 8, § 1^{er}, 1^o et 2^o, modifié par le décret du 11 mars 1999 et renuméroté par le décret du 20 décembre 2001, 8bis, §§ 4 et 5, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 20 décembre 2001 et modifié par le décret du 22 mars 2007, 10, alinéa 4, 27, alinéa 2, et 28, modifié par le décret du 6 juin 2008 ; Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 19, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, l'article 4, § 2 ;

Vu la partie décrétale du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.4, § 4, modifié par le décret du 7 novembre 2007, et D.32, remplacé par le décret du 7 novembre 2007 ;

Vu le décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters, l'article 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.), l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2 ;

Vu le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, l'article 2, alinéa 2 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.164, alinéa 1^{er}, D.166 et D.242 ;

Vu le décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, l'article 2, § 3 ;

Vu le décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, l'article 8, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 confiant une mission spécifique de prise de participation en vue de l'implantation d'un réseau de centres fixes de recyclage pour déchets inertes de la construction en Région wallonne à la S.A. Spaque ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 définissant les conditions d'accès des invests au Fonds pour la Gestion des déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatifs à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif au taux réduit des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 fixant les modalités de fonctionnement des organes de gestion des sociétés de logement de service public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2007 portant application du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément par les organismes interprofessionnels ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : « S.A.A.C.E. » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2012 portant exécution de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018 relatif à l'élevage d'animaux et modifiant diverses dispositions relatives à l'élevage ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 portant exécution du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises ;

Vu le rapport du 11 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 17 février 2021 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 16 mars 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 14 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées*

Article 1^{er}. Dans l'article 9, B, 3°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées, les mots « du conseil d'administration » sont remplacés par les mots « de l'organe d'administration ».

Art. 2. Dans l'article 17, 2°, du même arrêté, modifié par l'article de l'exécutif régional wallon du 18 juillet 1991, les mots « du conseil d'administration » sont remplacés par les mots « de l'organe d'administration ».

CHAPITRE 2.- — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux*

Art. 3. Dans l'article 32, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 mai 2012, 4 juillet 2002 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, le mot « commerciale » est abrogé ;

b) au 3°, le mot « commerciale » est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 36, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 mai 2012, 4 juillet 2002 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, le mot « commerciale » est abrogé ;

b) au 3°, le mot « commerciale » est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 confiant une mission spécifique de prise de participation en vue de l'implantation d'un réseau de centres fixes de recyclage pour déchets inertes de la construction en Région wallonne à la S.A. Spaque*

Art. 5. Dans l'annexe 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 confiant une mission spécifique de prise de participation en vue de l'implantation d'un réseau de centres fixes de recyclage pour déchets inertes de la construction en Région wallonne à la S.A. Spaque, les mots « à forme commerciale » sont à chaque fois abrogés.

CHAPITRE 4. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 définissant les conditions d'accès des invests au Fonds pour la Gestion des déchets*

Art. 6. Dans l'article 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 définissant les conditions d'accès des invests au Fonds pour la Gestion des déchets, le mot « commerciales » est abrogé.

CHAPITRE 5. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage*

Art. 7. Dans l'article 3, § 2, 2°, b), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 1997 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de revalidation des espèces animales vivant naturellement à l'état sauvage, les mots « du siège social » sont remplacés par les mots « du siège ».

CHAPITRE 6. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public*

Art. 8. Dans l'article 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2001 établissant les conditions d'agrément des sociétés de logement de service public, les mots « au conseil d'administration » sont remplacés par les mots « à l'organe d'administration ».

CHAPITRE 7. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets

Art. 9. Dans l'article 3, § 3, alinéa 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, les mots « constituée ou non sous forme commerciale » sont abrogés.

Art. 10. Dans l'annexe V du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018, les mots « constituée ou non sous forme commerciale » sont à chaque fois abrogés.

Art. 11. Dans l'annexe VI du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018, les mots « constituée ou non sous forme commerciale » sont abrogés.

CHAPITRE 8. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon

Art. 12. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « objet social » est remplacé par le mot « objet » ;

2° au 5°, les mots « du conseil d'administration » sont remplacés par les mots « de l'organe d'administration ».

CHAPITRE 9. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux

Art. 13. Dans l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, le mot « commerciale » est abrogé ;

b) au 3°, le mot « commerciale » est abrogé.

CHAPITRE 10. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Art. 14. Dans l'article 3, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « la partie 3 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 15. L'article 24bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 janvier 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24bis. En cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XII du Code des sociétés et des associations, ainsi qu'en cas de réorganisation judiciaire de l'entreprise par transfert sous autorité de justice visée au Livre XX du Code de droit économique, la prime à l'emploi est octroyée à la nouvelle entité juridique aux conditions suivantes :

1° l'activité économique de l'entreprise est poursuivie en Région wallonne ;

2° les emplois subventionnés sont transférés dans la nouvelle entité juridique ;

3° la nouvelle entité juridique est une très petite entreprise pendant le trimestre de référence ».

CHAPITRE 11. — Modifications de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau

Art. 16. Dans l'article R.17, alinéa 1^{er}, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau, les mots « par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » sont remplacés par les mots « par la partie 3 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 17. Dans l'article R.55, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008, les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « de la partie 3 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 12. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif au taux réduit des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises

Art. 18. Dans l'article 3, § 3, 1^{er} tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2006 relatif au taux réduit des droits de succession et des droits de donation, notamment en cas de transmission d'entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations » ;

2° les mots « et des associations » sont insérés entre les mots « au sens du Code des sociétés » et les mots « pour ces exercices ».

Art. 19. Dans l'article 5, § 4, 1^{er}, 1^{er} tiret, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations » ;

2° les mots « et des associations » sont insérés entre les mots « au sens du Code des sociétés » et les mots « pour ces exercices ».

Art. 20. Dans l'article 9, § 2, 1^{er}, 1^{er} tiret, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations » ;

2° les mots « et des associations » sont insérés entre les mots « au sens du Code des sociétés » et les mots « pour ces exercices ».

Art. 21. Dans l'article 10, § 3, 1^o, 1^{er} tiret, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations » ;

2^o les mots « et des associations » sont insérés entre les mots « au sens du Code des sociétés » et les mots « pour ces exercices ».

CHAPITRE 13. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2007 portant application du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters*

Art. 22. Dans l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2007 portant application du décret du 18 janvier 2007 relatif au soutien et au développement des réseaux d'entreprises ou clusters, les mots « le groupement d'intérêt économique ou » sont abrogés.

CHAPITRE 14. — *Modification l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 fixant les modalités de fonctionnement des organes de gestion des sociétés de logement de service public*

Art. 23. Dans l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2007 fixant les modalités de fonctionnement des organes de gestion des sociétés de logement de service public, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « le conseil d'administration » sont remplacés par les mots « l'organe d'administration » ;

2^o à l'alinéa 1^{er}, dernier tiret, les mots « au conseil d'administration » sont remplacés par les mots « à l'organe d'administration ».

Art. 24. Dans l'article 6, du même arrêté, les mots « conseil d'administration » sont à chaque fois remplacés par les mots « organe d'administration ».

Art. 25. Dans l'article 8, du même arrêté, les mots « code des sociétés » sont remplacés par les mots « code des sociétés et des associations ».

Art. 26. Dans l'article 10, du même arrêté, les mots « Le conseil d'administration » sont à chaque fois remplacés par les mots « L'organe d'administration ».

CHAPITRE 15. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets*

Art. 27. Dans l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les mots « sociétés à finalité sociale » sont remplacés par les mots « sociétés agréés en tant qu'entreprise sociale, visée à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, ».

CHAPITRE 16. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément par les organismes interprofessionnels*

Art. 28. Dans l'article 3/1, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 relatif au contrôle de la composition du lait, au paiement du lait par les acheteurs aux producteurs et à l'agrément par les organismes interprofessionnels, le mot « social » est remplacé par le mot « statutaire ».

Art. 29. Dans l'article 11, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « de la partie 3 du Code des sociétés et des associations » ;

2^o au 2^o, le mot « social » est supprimé ;

3^o au 3^o, b), les mots « du conseil d'administration » sont remplacés par les mots « de l'organe d'administration ».

CHAPITRE 17. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : « S.A.A.C.E. »*

Art. 30. Dans l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : « S.A.A.C.E. », les mots « à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises » sont remplacés par les mots « au chapitre 2 du Livre III du Code de droit économique ».

CHAPITRE 18. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi*

Art. 31. Dans l'article 14, alinéa 1^{er}, 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, les mots « 17, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « 3:47, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 19. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets*

Art. 32. Dans l'article 11, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « la partie 3 du Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 20. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2012 portant exécution de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier*

Art. 33. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mars 2012 portant exécution de l'article 2 du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale en vue du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur immobilier, le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o être une société agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5 du Code des sociétés et des associations ; ».

CHAPITRE 21. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques*

Art. 34. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques, les mots « conseil d'administration » sont à chaque fois remplacés par les mots « organe d'administration ».

CHAPITRE 22. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation*

Art. 35. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation ».

Art. 36. Dans l'article 1^{er}, 8^o, du même arrêté, les mots « sociétés commerciale à finalité sociale » sont remplacés par les mots « sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale visée à l'article 8 :5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 37. Dans l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, les mots « être une personne morale constituée sous la forme d'association sans but lucratif, au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ou de société commerciale à finalité sociale au sens des articles 2 et 661 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « être une personne morale constituée sous la forme d'association sans but lucratif ou de société agréée en tant qu'entreprise sociale, au sens de l'article 8 :5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations » ;

b) au 3^o, b), 1^{er} tiret, les mots « 229, 5^o, 265, 315, 456, 4^o et 530 du Code des sociétés » sont remplacés par « 5 :16, 2^o, 5 :140 et 7 :18, 2^o du Code des sociétés et des associations » ;

c) au 12^o, les mots « 332 et 633 du Code des sociétés » sont remplacés par les mots « 5 :153 et 7 :228 du Code des sociétés et des associations » ;

d) le 13^o est abrogé.

Art. 38. À l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 11^o, du même arrêté, les mots « ou à la loi relative aux associations sans but lucratif, aux associations internationales sans but lucratif et aux fondations » sont remplacés par les mots « et des associations ».

CHAPITRE 23. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques*

Art. 39. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017 portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour le surplus, les dispositions du Code des sociétés et des associations, sont d'application. ».

CHAPITRE 24. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition*

Art. 40. Dans l'article 1, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 fixant les conditions d'octroi des subventions relatives aux halls relais agricoles et déterminant les modalités de leur mise à disposition, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 25. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018 relatif à l'élevage d'animaux et modifiant diverses dispositions relatives à l'élevage*

Art. 41. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018 relatif à l'élevage d'animaux et modifiant diverses dispositions relatives à l'élevage, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1^o, c), les mots « à responsabilité limitée » sont remplacés par les mots « au sens du Code des sociétés et des associations » ;

b) le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o établissement de sélection, répond à une des conditions suivantes :

a) si le demandeur est une entreprise privée opérant dans un système de production fermé, définie à l'article 2, 25), du règlement n^o 2016/1012 : être une société au sens de l'article 1 :1 du Code des sociétés et des associations ;

b) si le demandeur n'est pas une entreprise privée opérant dans un système de production fermé : être une association d'éleveurs ou une organisation d'élevage qui a l'une des formes suivantes :

(1) association sans but lucratif ;

(2) association internationale sans but lucratif ;

(3) société coopérative au sens du Code des sociétés et des associations. ».

Art. 42. Dans l'article 26, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « social » est supprimé ;

2° au 2°, les mots « au sens du Code des sociétés et des associations » sont ajoutés après le mot « lucratif ».

Art. 43. Dans l'article 33, alinéa 1^{er}, 1°, b), du même arrêté, le mot « social » est remplacé par le mot « statutaire ».

Art. 44. Dans l'article 34, 1°, b), du même arrêté, le mot « social » est remplacé par le mot « statutaire ».

CHAPITRE 26. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 portant exécution du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises*

Art. 45. Dans l'article 4, § 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 portant exécution du décret du 14 février 2019 relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises, les mots « Code des sociétés » sont remplacés par les mots « Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 27. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 46. § 1^{er}. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, le Code des sociétés et des associations ne s'applique pas à une société, association ou fondation, toute référence à une disposition du Code des sociétés et des associations ou de son arrêté d'exécution qui figure dans une disposition réglementaire modifiée par le présent arrêté, pour ce qui concerne cette société, association ou fondation, est réputée continuer à la mentionner comme une référence à la disposition du Code des sociétés, de son arrêté d'exécution ou autre législation particulière qui figurait dans cette disposition avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, une société, association ou fondation régie par le droit belge conserve une forme légale que le Code des sociétés et des associations ne reconnaît pas, les dispositions réglementaires modifiées par le présent arrêté qui mentionnaient cette forme légale avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées continuer à la mentionner comme avant l'entrée en vigueur du présent arrêté pour ce qui concerne cette société, association ou fondation.

Art. 47. Le Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/46163]

20. JULI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Anpassung verschiedener regionaler Bestimmungen an das neue Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erbschaftssteuergesetzbuchs, Artikel 60*bis* § 1*bis* Absatz 3 und § 3 Absatz 1 Ziffer 4, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1997 und ersetzt durch das Dekret vom 15. Dezember 2005;

Aufgrund des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, Artikel 140*bis* § 2, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und 30. April 2009;

Aufgrund des Gesetzes über die Föderale Investitionsgesellschaft und die regionalen Investitionsgesellschaften, Artikel 22 § 1 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 7. Dezember 1989 und ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 1999;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, Artikel 3, abgeändert durch das Dekret vom 27. Juni 2013, und Artikel 4;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, der Artikel 6 § 5, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 und abgeändert durch die Dekrete vom 21. Dezember 2016 und 16. Februar 2017, 8 § 1 Ziffer 1 und 2, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und neu nummeriert durch das Dekret vom 20. Dezember 2001, 8*bis* §§ 4 und 5 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2001 und abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, 10, Absatz 4, 27, Absatz 2 und 28, abgeändert durch das Dekret vom 6. Juni 2008; Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 19 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste, Artikel 4 § 2;

Aufgrund des dekretalen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.4 § 4, abgeändert durch den Erlass vom 7. November 2007, und D.32, ersetzt durch den Erlass vom 7. November 2007;

Aufgrund des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster, Artikel 1 Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E.", Artikel 5 § 1 Absatz 2;

- Aufgrund des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, Artikel 2 Absatz 2;
- Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.164 Absatz 1, D.166 und D.242;
- Aufgrund des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete, Artikel 2 § 3;
- Aufgrund des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben, Artikel 8 Absatz 1;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete und die Bezuschussung der Ankäufe von Grundstücken, die von den privaten Vereinigungen als anerkannte Naturschutzgebiete zu errichten sind;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Beauftragung der S.A. SPAQuE mit einer spezifischen Mission einer Beteiligung mit dem Ziel der Einrichtung eines Netzes von ortsfesten Zentren zur Wiederaufbereitung von inertem Bauschutt in der Wallonischen Region;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Oktober 1997 zur Bestimmung der Zulassungsbedingungen der "Invests" zu dem Fonds für die Abfallbewirtschaftung;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und die Bezuschussung von Pflegezentren für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2001 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes;
- Aufgrund des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;
- Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 zur Festlegung der Modalitäten für die Arbeitsweise der Verwaltungsorgane der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchezusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E.";
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. März 2012 zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über Bestimmungen für die Zulassung und Arbeitsweise der weidmännischen Räte;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018 über die Tierzucht und zur Abänderung verschiedener Tierzuchtbestimmungen;
- Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben;
- Aufgrund des Berichts vom 11. Dezember 2020, der gemäß Artikel 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. März 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben für die aufgrund des Artikels 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten erstellt wurde;
- Aufgrund der am 7. Dezember 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;
- Aufgrund der am 16. Dezember 2020 abgegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;
- Aufgrund der am 17. Februar 2021 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie (Union des villes et communes de Wallonie);
- Aufgrund der am 16. März 2021 abgegebenen Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses des Wallonischen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des am 14. April 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete und die Bezuschussung der Ankäufe von Grundstücken, die von den privaten Vereinigungen als anerkannte Naturschutzgebiete zu errichten sind

Artikel 1 - In Artikel 9 Buchstabe B Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete und die Bezuschussung der Ankäufe von Grundstücken, die von den privaten Vereinigungen als anerkannte Naturschutzgebiete zu errichten sind, wird das Wort "Verwaltungsrats" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 17 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991, wird das Wort "Verwaltungsrats" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt.

KAPITEL 2- Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle

Art. 3 - Artikel 32 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012, 4. Juli 2002 und 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 2 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;

b) unter Ziffer 3 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;

Art. 4 - Artikel 36 § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012, 4. Juli 2002 und 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 2 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;

b) unter Ziffer 3 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;

KAPITEL 3 - Änderungen von Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Beauftragung der S.A. SPAQuE mit einer spezifischen Mission einer Beteiligung mit dem Ziel der Einrichtung eines Netzes von ortsfesten Zentren zur Wiederaufbereitung von inertem Bauschutt in der Wallonischen Region

Art. 5 - In Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 zur Beauftragung der S.A. SPAQuE mit einer spezifischen Mission einer Beteiligung mit dem Ziel der Einrichtung eines Netzes von ortsfesten Zentren zur Wiederaufbereitung von inertem Bauschutt in der Wallonischen Region werden die Wörter "handelsrechtlichen" und "handelsrechtliche" aufgehoben.

KAPITEL 4 - Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Oktober 1997 zur Bestimmung der Zulassungsbedingungen der "Invests" zu dem Fonds für die Abfallbewirtschaftung

Art. 6 - In Artikel 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Oktober 1997 zur Bestimmung der Zulassungsbedingungen der "Invests" zu dem Fonds für die Abfallbewirtschaftung wird das Wort "Handelsgesellschaften" durch das Wort "Gesellschaften" ersetzt.

KAPITEL 5 - Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und die Bezuschussung von Pflegezentren für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten

Art. 7 - In Artikel 3 § 2 Ziffer 2 Buchstabe b) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 1997 über die Zulassung und die Bezuschussung von Pflegezentren für in ihrem natürlichen Lebensraum wildlebende Tierarten wird das Wort "Gesellschaftssitzes" durch das Wort "Sitzes" ersetzt.

KAPITEL 6 - Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2001 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes

Art. 8 - In Artikel 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2001 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes wird die Wortfolge "den Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "das Verwaltungsorgan" ersetzt.

KAPITEL 7 - Änderungen des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle

Art. 9 - In Artikel 3 § 3 Absatz 6 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle wird die Wortfolge ", ob diese nun in der Form einer Handelsgesellschaft besteht oder nicht" aufgehoben.

Art. 10 - In Anhang V desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, wird die Wortfolge ", als Handelsgesellschaft gegründet oder nicht" sowie die Wortfolge ", sei sie in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet oder nicht" aufgehoben.

Art. 11 - In Anhang VI desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, wird die Wortfolge ", sei sie in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet oder nicht" aufgehoben.

KAPITEL 8 - Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe

Art. 12 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe wird wie folgt abgeändert:

1° In Ziffer 1 wird das Wort "Gesellschaftszweck" durch das Wort "Zweck" ersetzt;

2° in Ziffer 5 wird das Wort "Verwaltungsrats" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt.

KAPITEL 9 - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen*

Art. 13 - Artikel 4 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012, wird wie folgt abgeändert:

- a) unter Ziffer 2 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;
- b) unter Ziffer 3 wird das Wort "Handelsgesellschaft" durch das Wort "Gesellschaft" ersetzt;

KAPITEL 10 - *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe*

Art. 14 - In Artikel 3 Ziffer 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird die Wortfolge "im Sinne des Gesetzes vom 27. Juli 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die internationalen Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Stiftungen" durch die Wortfolge "gemäß Teil 3 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 15 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Januar 2016 eingefügte Artikel 24bis desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 24bis - Im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XII des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen, sowie im Falle der gerichtlichen Reorganisation des Betriebs durch Übertragung unter der Autorität des Gerichts im Sinne von Buch XX des Wirtschaftsgesetzbuches, wird die Beschäftigungsprämie der neuen Körperschaft gewährt, insofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs wird in der Wallonischen Region weitergeführt;
- 2° die bezuschussten Arbeitsplätze werden der neuen Körperschaft übertragen;
- 3° die neue Körperschaft ist ein Kleinstbetrieb während des Bezugsquartals".

KAPITEL 11 - *Änderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Art. 16 - In Artikel R.17 Absatz 1 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird die Wortfolge "dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Einrichtungen" durch die Wortfolge "Teil 3 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel R.55, § 3, Absatz 1 desselben Gesetzbuchs, der durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 13. November 2008 eingefügt wurde, wird die Wortfolge "im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen" durch die Wortfolge "gemäß Teil 3 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 12 - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer, insbesondere bei der Übertragung von Betrieben*

Art. 18 - Der erste Gedankenstrich von Artikel 3 § 3 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2006 über die ermäßigten Steuersätze der Erbschafts- und Schenkungssteuer u.a. bei der Übertragung von Betrieben, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Januar 2010 wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 29. April 2019 zur Ausführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;
- 2° die Wortfolge "Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 19 - Der erste Gedankenstrich von Artikel 5 § 4 Ziffer 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 29. April 2019 zur Ausführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;
- 2° die Wortfolge "Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 20 - Der erste Gedankenstrich von Artikel 9 § 2 Ziffer 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Januar 2010, wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 29. April 2019 zur Ausführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;
- 2° die Wortfolge "Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 21 - Der erste Gedankenstrich von Artikel 10 § 3 Ziffer 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Januar 2010, wird wie folgt abgeändert:

- 1° die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 30. Januar 2001 zur Ausführung des Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Königlichen Erlass vom 29. April 2019 zur Ausführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;
- 2° die Wortfolge "Gesetzbuches über die Gesellschaften" wird durch die Wortfolge "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 13 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster*

Art. 22 - In Artikel 3 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Januar 2007 über die Förderung und Entwicklung der Unternehmensnetzwerke bzw. Cluster wird die Wortfolge "die wirtschaftliche Interessenvereinigung oder" aufgehoben.

KAPITEL 14 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 zur Festlegung der Modalitäten für die Arbeitsweise der Verwaltungsorgane der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes*

Art. 23 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007 zur Festlegung der Modalitäten für die Arbeitsweise der Verwaltungsorgane der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

2° im letzten Gedankenstrich von Absatz 1 wird das Wort "Verwaltungsrats" durch das Wort "Verwaltungsorgans" ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird das Wort "Verwaltungsrats" durch das Wort "Verwaltungsorgans" und die Wortfolge "der Verwaltungsrat" durch die Wortfolge "das Verwaltungsorgan" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Gesetzbuches über die Gesellschaften" durch die Wörter "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 10 desselben Erlasses wird das Wort "Verwaltungsrat" durch das Wort "Verwaltungsorgan" ersetzt.

KAPITEL 15 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen*

Art. 27 - In Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird die Wortfolge "Unternehmen mit sozialer Zielsetzung" durch die Wortfolge "Unternehmen, die als Sozialunternehmen im Sinne von Artikel 8:5 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen zugelassen sind," ersetzt.

KAPITEL 16 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchzusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen*

Art. 28 - In Artikel 3/1 § 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezüglich der Kontrolle der Milchzusammensetzung, der Zahlung der Milch durch die Käufer an die Erzeuger und der Zulassung der interprofessionellen Einrichtungen wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch die Wortfolge "satzungsmäßigen Sitz" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 wird die Wortfolge "des Gesetzes vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck, Internationale Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Einrichtungen" durch die Wortfolge "von Teil 3 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

2° in Ziffer 2 wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt;

3° in Ziffer 3 Buchstabe b) wird das Wort "der Verwaltungsrat" durch das Wort "das Verwaltungsorgan" ersetzt.

KAPITEL 17 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E."*

Art. 30 - In der französischen Fassung von Artikel 2 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E.", wird die Wortfolge "à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises" durch die Wortfolge "au chapitre 2 du Livre III du Code de droit économique" ersetzt.

KAPITEL 18 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste*

Art. 31 - In der französischen Fassung von Artikel 14 Absatz 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste wird die Wortfolge "17, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations" durch die Wortfolge "3:47, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations" ersetzt.

KAPITEL 19 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle*

Art. 32 - In Artikel 11 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle wird die Wortfolge "gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und der gemeinnützige Einrichtungen" durch die Wortfolge "gemäß Teil 3 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 20 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung 8. März 2012 zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors*

Art. 33 - Artikel 2 Ziffer 1 des Erlasses 8. März 2012 zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft im Hinblick auf die Entwicklung von Sozialwirtschaftsunternehmen des Immobiliensektors wird durch folgendes ersetzt:

"1° ein Unternehmen, das als Sozialunternehmen im Sinne von Artikel 8:5 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen zugelassen ist, sein;"

KAPITEL 21 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über Bestimmungen für die Zulassung und Arbeitsweise der weidmännischen Räte*

Art. 34 - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über Bestimmungen für die Zulassung und Arbeitsweise der weidmännischen Räte werden die Wörter "Verwaltungsrat" und "Verwaltungsrats" jeweils durch die Wörter "Verwaltungsorgan" und "Verwaltungsorgans" ersetzt.

KAPITEL 22 - *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind*

Art. 35 - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, wird wie folgt ersetzt:

"Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind".

Art. 36 - In Artikel 1 Ziffer 8 desselben Erlasses wird die Wortfolge "die Handelsgesellschaft mit sozialer Zielsetzung" durch die Wortfolge "das als Sozialunternehmen im Sinne von Artikel 8:5 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen zugelassene Unternehmen" ersetzt.

Art. 37 - In Artikel 2 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "eine juristische Person in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen, oder in der Form einer Handelsgesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 2 und 661 des Gesellschaftsgesetzbuches sein;" durch die Wortfolge "eine juristische Person in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht oder in Form einer oder in der Form eines Sozialunternehmens im Sinne von Artikel 8:5 § 1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen sein;" ersetzt;

b) im ersten Gedankenstrich von Ziffer 3 Buchstabe b) wird die Wortfolge "229, 5°, 265, 315, 456, 4° und 530 des Gesellschaftsgesetzbuches" durch die Wortfolge "5 :16, 2°, 5 :140 et 7 :18, 2° des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

c) in Ziffer 12 wird die Wortfolge "332 und 633 des Gesellschaftsgesetzbuches" durch die Wortfolge "Artikel 5 :153 und 7 :228 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

d) Ziffer 13 wird aufgehoben.

Art. 38 - In Artikel 10 § 1 Absatz 2 Ziffer 11 desselben Erlasses wird die Wortfolge "mit dem Gesellschaftsgesetzbuch oder mit dem Gesetz über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die internationalen Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Stiftungen" durch die Wortfolge "mit dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 23 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete*

Art. 39 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete erhält Absatz 2 folgende Fassung:

"Im Übrigen sind die Bestimmungen des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen anwendbar."

KAPITEL 24 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung*

Art. 40 - In Artikel 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Subventionen für landwirtschaftliche Übergangshallen und zur Bestimmung der Modalitäten ihrer Zurverfügungstellung wird das Wort "Gesellschaftsgesetzbuches" durch die Wortfolge "Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt.

KAPITEL 25 - *Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018 über die Tierzucht und zur Abänderung verschiedener Tierzuchtbestimmungen*

Art. 41 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018 über die Tierzucht und zur Abänderung verschiedener Tierzuchtbestimmungen wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1 Buchstabe c) wird die Wortfolge "mit beschränkter Haftung" durch die Wortfolge "im Sinne des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" ersetzt;

b) Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° Zuchtbetrieb, eine der folgenden Bedingungen erfüllen:

a) falls der Antragsteller ein privates Unternehmen ist, das in einem geschlossenen Produktionssystem tätig ist, im Sinne von Artikel 2 Ziffer 25 der Verordnung Nr. 2016/1012: eine Gesellschaft im Sinne von Artikel 1 :1 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen sein;

b) falls der Antragsteller kein privates Unternehmen ist, das in einem geschlossenen Produktionssystem tätig ist: eine Züchtervereinigung oder eine Zuchtorganisation mit einer der folgenden Rechtsformen sein:

(1) Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;

(2) Internationale Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;

(3) Genossenschaft im Sinne des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen."

Art. 42 - In Artikel 26 Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 1 wird das Wort "Gesellschaftssitz" durch das Wort "Sitz" ersetzt;

2° in Ziffer 2 wird nach dem Wort "Gewinnerzielungsabsicht" die Wortfolge "im Sinne des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen" eingefügt.

Art. 43 - In Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe *b*) desselben Erlasses wird das Wort "Gesellschaftssitzes" durch die Wortfolge "satzungsmäßigen Sitzes" ersetzt.

Art. 44 - In Artikel 34 Ziffer 1 Buchstabe *b*) desselben Erlasses wird das Wort "Gesellschaftssitzes" durch die Wortfolge "satzungsmäßigen Sitzes" ersetzt.

KAPITEL 26 - Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben

Art. 45 - In der französischen Fassung von Artikel 4 § 4 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Februar 2019 über die Zuschüsse zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden in bestimmten Betrieben wird die Wortfolge "Code des sociétés et des associations" ersetzt.

KAPITEL 27 - Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 46 - § 1. Solange gemäß Kapitel IV Abschnitt II des Gesetzes vom 23. März 2019 zur Einführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen auf eine Gesellschaft, eine Vereinigung oder eine Stiftung keine Anwendung findet, gilt jeder Verweis auf eine Bestimmung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen oder seines Ausführungserlasses, die in einer durch den vorliegenden Erlass geänderten Verordnungsbestimmung enthalten ist, in Bezug auf diese Gesellschaft, Vereinigung oder Stiftung weiterhin als Verweis auf die Bestimmung des Gesellschaftsgesetzbuches, seines Ausführungserlasses oder anderer besonderer Rechtsvorschriften gilt, die vor Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in dieser Bestimmung enthalten war.

§ 2. Solange gemäß Kapitel IV Abschnitt II des Gesetzes vom 23. März 2019 zur Einführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen eine dem belgischen Recht unterliegende Gesellschaft, Vereinigung oder Stiftung eine Rechtsform beibehält, die das Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen nicht anerkennt, gelten die durch den vorliegenden Erlass geänderten Verordnungsbestimmungen, die diese Rechtsform vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erwähnt haben, in Bezug auf diese Gesellschaft, Vereinigung oder Stiftung als weiterhin wie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erwähnt.

Art. 47 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/46163]

20 JULI 2023. — Besluit tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek der successierechten, artikel 60*bis*, § 1*bis*, derde lid, en § 3, eerste lid, 4°, ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997 en vervangen bij het decreet van 15 december 2005;

Gelet op het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, artikel 140*bis*, § 2, ingevoegd bij het decreet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en 30 april 2009 ;

Gelet op de wet van 4 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, artikel 22, § 1, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 7 december 1989 en vervangen bij het decreet van 6 mei 1999;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 27 juni 2013, en artikel 4;

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikel 9;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6, § 5, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij de decreten van 21 december 2016 en 16 februari 2017, 8, § 1, 1° en 2°, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en hernummerd bij het decreet van 20 december 2001, 8*bis*, §§ 4 et 5, lid 1, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001 en gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, 10, lid 4, 27, lid 2, en 28, gewijzigd bij het decreet van 6 juni 2008 ;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 19, lid 1;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, artikel 4, § 2 ;

Gelet op het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.4, § 4, gewijzigd bij decreet van 7 november 2007, en D.32, vervangen bij decreet van 7 november 2007;

Gelet op het decreet van 18 januari 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters, artikel 1, lid 2;

- Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling) (afgekort "S.A.A.C.E"), artikel 5, § 1, tweede lid;
- Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, artikel 2, tweede lid ;
- Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikel D.164, eerste lid, D.166 en D.242;
- Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken, artikel 2, § 3;
- Gelet op het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen, artikel 8, eerste lid;
- Gelet op het besluit van de Waalse Gewestelijke Executieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten en de toekenning van subsidies met het oog op de aankoop van door privéverenigingen in erkende natuurreservaten op te richten terreinen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Gewestelijke Executieve van 9 april 1992 betreffende gevaarlijke afvalstoffen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 waarbij de S.A. Spaque wordt belast met een specifieke deelnemingsopdracht i.v.m. de aanleg van een net van vaste centra voor de recyclage van inerte bouwafval in het Waalse Gewest;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de "invests" toegang hebben tot het Beheersfonds voor afvalstoffen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2001 waarbij de voorwaarden voor de erkenning van de openbare huisvestingsmaatschappijen worden vastgesteld;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurerfgoed;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;
- Gelet op het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen;
- Gelet op het besluit van de Waalse regering van 25 januari 2007 tot bepaling van de werkingsmodaliteiten van de beheersorganen van de openbare huisvestingsmaatschappijen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijvennetwerken of clusters;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling), afgekort : "S.A.A.C.E.";
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiëlesector;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik;
- Gelet op het besluit van de Waalse regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies met betrekking tot landbouwrelaishallen en tot vaststelling van de procedures voor de terbeschikkingstelling ervan ;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018 betreffende dierfokkerij en tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake fokkerij;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen;
- Gelet op het verslag van 11 december 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;
- Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 7 december 2020;
- Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2020;
- Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië), gegeven op 17 februari 2021;
- Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", uitgebracht op 16 maart 2021;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 14 april 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten en de toekenning van subsidies met het oog op de aankoop van door privéverenigingen in erkende natuurreservaten op te richten terreinen*

Artikel 1. In artikel 9, B, 3°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten en de toekenning van subsidies met het oog op de aankoop van door privéverenigingen in erkende natuurreservaten op te richten terreinen worden de woorden “de bestaande Raad van Beheer” vervangen door de woorden “het bestaande bestuursorgaan”.

Art. 2. In artikel 17, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991, worden de woorden “van de dienstdoende raad van bestuur” vervangen door de woorden “van het dienstdoende bestuursorgaan”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen*

Art. 3. In artikel 32, lid 1, van het besluit van de Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 mei 2012, 4 juli 2002 en 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”;

b) in 3° wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”.

Art. 4. In artikel 36, § 2, van het besluit van de Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 mei 2012, 4 juli 2002 en 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”;

b) in 3° wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 waarbij de S.A. Spaque wordt belast met een specifieke deelnemingsopdracht i.v.m. de aanleg van een net van vaste centra voor de recyclage van inerte bouwafval in het Waalse Gewest*

Art. 5. In bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 waarbij de S.A. Spaque wordt belast met een specifieke deelnemingsopdracht i.v.m. de aanleg van een net van vaste centra voor de recyclage van inerte bouwafval in het Waalse Gewest wordt het woord “handelsmaatschappij” telkens vervangen door het woord “maatschappij”.

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de “invests” toegang hebben tot het Beheersfonds voor afvalstoffen*

Art. 6. In artikel 1, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de “invests” toegang hebben tot het Beheersfonds voor afvalstoffen wordt het woord “handelsvennootschappen” vervangen door het woord “vennootschappen”.

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten*

Art. 7. In artikel 3, § 2, 2°, b), van het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de revalidatiecentra voor in het wild levende inheemse diersoorten wordt het woord “bedrijfszetel” vervangen door het woord “zetel”.

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2001 waarbij de voorwaarden voor de erkenning van de openbare huisvestingsmaatschappijen worden vastgesteld*

Art. 8. In artikel 3, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2001 waarbij de voorwaarden voor de erkenning van de openbare huisvestingsmaatschappijen worden vastgesteld, worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt*

Art. 9. In artikel 3, § 3, zesde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, worden de woorden “al dan niet onder de vorm van een handelsvennootschap opgerichte” opgeheven.

Art. 10. In bijlage V bij hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018, worden de woorden “al dan niet opgericht onder de vorm van een handelsvennootschap” telkens opgeheven.

Art. 11. In bijlage VI bij hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018, worden de woorden “al dan niet opgericht onder de vorm van een handelsvennootschap” telkens opgeheven.

HOOFDSTUK 8.- — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurerfgoed*

Art. 12. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurerfgoed worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden “maatschappelijk doel” worden vervangen door het woord “doel”;

2° in 5° worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van opalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen*

Art. 13. In artikel 4, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van opalers, makelaars, handelaars en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”;

b) in 3° wordt het woord “handelsvennootschap” vervangen door het woord “vennootschap”.

HOOFDSTUK 10.- — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;*

Art. 14. In artikel 3, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “Deel 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 15. Artikel 24bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 januari 2016, wordt vervangen als volgt:

“Art. 24bis. In het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals in geval van gerechtelijke reorganisatie van de onderneming bij een overdracht onder gerechtelijk gezag bedoeld in Boek XX van het Wetboek van economisch recht, wordt de werkgelegenheidspremie aan de nieuwe juridische constructie toegekend onder de volgende voorwaarden:

1° de economische bedrijvigheid van de onderneming wordt in het Waalse Gewest voortgezet;

2° de gesubsidieerde betrekkingen worden overgedragen aan de nieuwe juridische constructie;

3° de nieuwe juridische constructie is een zeer kleine onderneming tijdens het referentiekwartaal”.

HOOFDSTUK 11. — *Wijzigingen in het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 16. In artikel R.17, eerste lid, van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid” vervangen door de woorden “deel 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 17. In artikel R.55, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2008, worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “deel 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 12. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen*

Art. 18. In artikel 3, § 3, 1°, eerste streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2006 betreffende de verlaagde tarieven van de successie- en de schenkingsrechten, meer bepaald bij overdracht van ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “het koninklijk besluit van 30 januari 2001 houdende uitvoering van het Wetboek der vennootschappen” worden vervangen door de woorden “het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “en verenigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen” en de woorden “voor die boekjaren”.

Art. 19. In artikel 5, § 4, 1°, eerste streepje, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “het koninklijk besluit van 30 januari 2001 houdende uitvoering van het Wetboek der vennootschappen” worden vervangen door de woorden “het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “en verenigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen” en de woorden “voor die boekjaren”.

Art. 20. In artikel 9, § 2, 1°, eerste streepje, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 januari 2010, worden de volgende wijziging aangebracht:

1° de woorden “het koninklijk besluit van 30 januari 2001 houdende uitvoering van het Wetboek der vennootschappen” worden vervangen door de woorden “het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “en verenigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen” en de woorden “voor die boekjaren”.

Art. 21. In artikel 10, § 3, 1°, eerste streepje, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 januari 2010, worden de volgende wijziging aangebracht:

1° de woorden “het koninklijk besluit van 30 januari 2001 houdende uitvoering van het Wetboek der vennootschappen” worden vervangen door de woorden “het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “en verenigingen” worden ingevoegd tussen de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen” en de woorden “voor die boekjaren”.

HOOFDSTUK 13. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijfsnetwerken of clusters*

Art. 22. In artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2007 betreffende de steun aan en de ontwikkeling van bedrijfsnetwerken of clusters, worden de woorden “het economisch samenwerkingsverband of” opgeheven.

HOOFDSTUK 14. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 25 juni 2007 tot bepaling van de werkingsmodaliteiten van de beheersorganen van de openbare huisvestingsmaatschappijen*

Art. 23. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 25 juni 2007 tot bepaling van de werkingsmodaliteiten van de beheersorganen van de openbare huisvestingsmaatschappijen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

2° in lid 1, laatste streepje, worden de woorden “aan de raad van bestuur” vervangen door de woorden “aan het bestuursorgaan”.

Art. 24. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden “de raad van bestuur” telkens vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

Art. 25. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 26. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden “De raad van bestuur” telkens vervangen door de woorden “Het bestuursorgaan”.

HOOFDSTUK 15. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen*

Art. 27. In artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de woorden “vennootschappen met een maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “vennootschappen erkend als sociale onderneming, bedoeld in artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 16.- — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen*

Art. 28. In artikel 3/1, § 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 betreffende de controle op de samenstelling van melk, de betaling van melk door de kopers aan de producenten en de erkenning van de interprofessionele organismen, wordt het woord “maatschappelijke” vervangen door het woord “statutaire”.

Art. 29. In artikel 11 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “deel 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° in 2° wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt;

3° in 3°, b) , worden de woorden “de raad van bestuur” vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

HOOFDSTUK 17.- — *Wijziging in het besluit van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de “structures d’accompagnement à l’autocréation d’emploi” (begeleidingsstructuren voor zelfwerkstelling), afgekort : “S.A.A.C.E.”*

Art. 30. In artikel 2, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de “structures d’accompagnement à l’autocréation d’emploi” (begeleidingsstructuren voor zelfwerkstelling), afgekort : “S.A.A.C.E.”, worden de woorden “artikel 4 van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen” vervangen door de woorden “hoofdstuk 2 van Boek II van het Wetboek van economisch recht”.

HOOFDSTUK 18.- — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling*

Art. 31. In artikel 14, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden de woorden “17, § 1, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “3:47, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 19. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen*

Art. 32. In artikel 11, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winst oogmerk, de internationale verenigingen zonder winst oogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “deel 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 20.- — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiliënsector*

Art. 33. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot uitvoering van artikel 2 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie met het oog op de ontwikkeling van sociale economiebedrijven in de immobiliënsector wordt punt 1° vervangen als volgt:

“1° een bedrijf zijn, dat erkend is als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;”.

HOOFDSTUK 21.- — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden*

Art. 34. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden worden de woorden “de raad van bestuur” telkens vervangen door de woorden “het bestuursorgaan”.

HOOFDSTUK 22.- — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik*

Art. 35. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik wordt vervangen als volgt:

“Besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik”.

Art. 36. In artikel 1, 8°, van hetzelfde besluit worden de woorden “vennootschap met een maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “vennootschap erkend als sociale onderneming bedoeld in artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 37. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, of als een handelsvennootschap met een sociaal oogmerk in de zin van de artikelen 2 en 661 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door de woorden “opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel of een vennootschap erkend als sociale onderneming in de zin van artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

b) in 3°, b), eerste streepje, worden de woorden “229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “5 :16, 2°, 5 :140 en 7 :18, 2° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

c) in 12° worden de woorden “332 en 633 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door de woorden “5 :153 en 7 :228 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

d) punt 13° wordt opgeheven.

Art. 38. In artikel 10, § 1, tweede lid, 11°, van hetzelfde besluit worden de woorden “of de wet over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “en verenigingen”.

HOOFDSTUK 23. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken*

Art. 39. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“Voor het overige zijn de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van toepassing.”.

HOOFDSTUK 24.- — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling*

Art. 40. In artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen betreffende de doorgangsgebouwen gebruikt voor landbouwdoeleinden en tot bepaling van de modaliteiten van hun terbeschikkingstelling worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 25. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018 betreffende dierfokkerij en tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake fokkerij*

Art. 41. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018 betreffende dierfokkerij en tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake fokkerij worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1°, c), worden de woorden “met beperkte aansprakelijkheid” vervangen door de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

b) punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt:

“2° fokkerijgroepering, in orde met één van de volgende voorwaarden :

a) indien de aanvrager een in gesloten productiesystemen werkende privé-onderneming is, omschreven in artikel 2, 25), van Verordening nr. 2016/1012 : een vennootschap zijn in de zin van artikel 1:1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

b) indien de aanvrager geen in gesloten productiesystemen werkende privé-onderneming is : een fokkersvereniging of fokkerij-organisatie zijn die één van de volgende vormen aanneemt :

(1) vereniging zonder winstoogmerk ;

- (2) internationale vereniging zonder winstoogmerk ;
 (3) een coöperatieve vennootschap in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 42. Artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° in 1° wordt het woord “maatschappelijke” geschrapt;

2° in 2° worden de woorden “in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen” toegevoegd na de woorden “zonder winstgevend oogmerk”.

Art. 43. In artikel 33, eerste lid, 1°, *b)*, van hetzelfde besluit, wordt het woord “maatschappelijke” vervangen door het woord “statutaire”.

Art. 44. In artikel 34, 1°, *b)*, van hetzelfde besluit, wordt het woord “maatschappelijke” vervangen door het woord “statutaire”.

HOOFDSTUK 26. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen*

Art. 45. In artikel 4, § 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 ter uitvoering van het decreet van 14 februari 2019 betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen worden de woorden “Wetboek van vennootschappen” vervangen door de woorden “Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 27. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 46. § 1. Zolang het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, niet van toepassing is op een vennootschap, vereniging of stichting, wordt elke verwijzing naar een bepaling van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of van zijn uitvoeringsbesluit die voorkomt in een reglementaire bepaling gewijzigd bij dit besluit met betrekking tot die vennootschap, vereniging of stichting, geacht vermeld te blijven als verwijzing naar de bepaling van het Wetboek van vennootschappen, zijn uitvoeringsbesluit of andere specifieke wetgeving die in die bepaling voor de inwerkingtreding van dit besluit voorkwam.

§ 2. Zolang, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, een vennootschap, vereniging of stichting naar Belgisch recht een rechtsvorm behoudt die niet erkend is door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, worden de door dit besluit gewijzigde reglementaire bepalingen die voor de inwerkingtreding van dit besluit naar die rechtsvorm verwezen, geacht daarnaar te blijven verwijzen zoals voor de inwerkingtreding van dit besluit ten aanzien van die vennootschap, vereniging of stichting.

Art. 47. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46164]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations en application de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, inséré par l'arrêté royal du 14 novembre 1996 ;

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 121, alinéa 2, remplacé par les décrets du 31 janvier 2013 et du 17 juillet 2018, 130, § 1^{er}, modifié par les décrets du 31 janvier 2013 et du 20 février 2014, 266, 283, modifié par les décrets du 3 décembre 2015 et du 17 janvier 2019, 285, modifié par le décret du 3 décembre 2015, 289, modifié par le décret du 3 décembre 2015, 327, 1° remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 380, modifié par les décrets du 20 février 2014 et du 14 février 2019, 468, 631, § 1^{er}, modifié par le décret du 20 février 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant à exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu le rapport du 11 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2020 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 17 février 2021 ;

Vu l'avis de la Fédération des C.P.A.S., donné le 17 février 2021 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone, donné le 25 janvier 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 14 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;